

**La sociologie en Algérie:
illusion, congédiement et
galimatias**

Dr.Abderrazak DJELLALI
Département de sociologie
Université Badji Mokhtar –
Annaba

Résumé

La lecture historico-analytique de la trajectoire de la sociologie permettrait de comprendre les facteurs qui ont fait de la sociologie des années 70 un outil pratique pour la mise en œuvre du projet de développement, et comment les sociologues ont cru à cette "mission" en offrant une légitimité scientifique au dit projet idéologisé et politisé. Enfin, nous dévoilons la réalité de la sociologie qui s'est distinguée depuis les années 90, par la transmission des cours théoriques désuets et difformés et sur le plan pratique par la préparation des thèses caractérisées par une juxtaposition des approches contradictoires et l'utilisation d'un protocole méthodologique incohérent. Cette pratique "sociologique" a débouché sur un galimatias incapable de cerner une réalité sociale en mutation rapide et d'en dévoiler les enjeux.

Le malaise que connaît, actuellement la sociologie en Algérie et en particulier dans les universités où elle est enseignée, se traduit par une apathie et un laisser-aller qui s'emparent de l'ensemble des sociologues. Dès lors, les enseignants se réfugient dans leurs strictes préoccupations individuelles, loin du domaine scientifique et culturel. Quant aux étudiants de sociologie dont le nombre s'est considérablement réduit depuis quelques années¹, après une vitalité temporaire au moment où la sociologie apparaissait comme un "abreuvoir" pour les idées du changement, ils affrontent désormais un avenir plus qu'incertain.

ملخص

نكشف في هذا المقال عن واقع علم الاجتماع الذي تميز منذ التسعينيات في شقه التدريسي بإملاء معلومات عن بدايات هذا التخصص و بشكل مشوه و محدود. وفي شقه البحثي غلب عليه طابع الانغلاق على انجاز أطروحات جامعية تقوم على الانتحال و الضعف المنهجي في مساءلة الواقع الاجتماعي المعقد و المتحول بسرعة وبذلك لم تستطع خطابه الهلامية و الغنوصية من فهم و تفسير ظواهره ناهيك عن الكشف عن الرهانات المطروحة.

Notre intention, en nous appuyant sur l'analyse de P. Bourdieu relative aux universitaires, est de dresser un succinct bilan de "l'état de la santé" de la sociologie en Algérie, qui sert de paramètre à une connaissance du social. En effet, la contribution des travaux de P. Bourdieu à la compréhension des enjeux de la sociologie est un atout précieux pour quiconque tente de s'interroger sur cette connaissance, qui dévoile différents intérêts y compris ceux du pouvoir et ceux relatifs aux intellectuels vu leur positions (fraction dominée de la classe dominante).

Genèse de la sociologie

L'université algérienne, bien que créée dès 1909, s'est renfermée, durant toute l'époque coloniale, dans un champ de connaissance restreint en étroite relation avec les préoccupations du pouvoir colonial, comme l'attestent les études sanctionnées par des certificats spécialisés qui portaient sur la "langue arabe, la langue berbère, le droit musulman, les coutumes algériennes, le droit et les coutumes dans les colonies".²

Dans ce contexte, bien qu'il existât, à l'époque coloniale après la seconde guerre mondiale, des travaux qui relevaient de la sociologie, mais elle faisait une entrée tardive dans l'université algérienne, en tant que discipline à part entière. En effet c'est seulement en 1960, qu'elle fut enseignée; alors que le pays vivait ses dernières années de colonisation par une France à qui on avait pourtant imputé la création de cette science depuis fort longtemps.

Toutefois, sur la scène universitaire, elle se réduisait à une pale imitation du modèle français classique puisqu'elle faisait partie du certificat de licence de philosophie, alors qu'en France on avait fini par y renoncer en 1958 en lui concédant l'autonomie réclamée. Le faible intérêt accordé à cette discipline, s'il s'explique, en France, par "l'ambivalence des décideurs et la non-reconnaissance de sa scientificité",³ trouve son explication dans l'idéologie coloniale basée sur la ségrégation et le mythe de la suprématie de l'Occident. De plus, désavantagée par une conjoncture peu propice, la guerre d'indépendance, l'université était "rythmée par un activisme politique"⁴ qui freinait son action intellectuelle et scientifique. Le caractère purement formel de l'intégration de la sociologie dans le champ universitaire algérien correspond à l'objectif de la France qui tentait, dans l'espoir d'éviter une banqueroute fatale, d'appliquer une

politique dite réformiste dans différents domaines (économique, social, culturel, administratif, etc.).

Ainsi, l'administration coloniale rejetait tout discours critique susceptible de dévoiler les enjeux des luttes qu'elle avait intérêt à laisser dans l'ombre; et préconisait des travaux pseudo-scientifiques censés reproduire le discours dominant et justifier la politique française en Algérie.⁵

Orientations et attentes du Pouvoir

Si dès l'indépendance, la réforme de l'enseignement et de la recherche scientifique devenait une affaire urgente⁶ pour répondre aux exigences de la construction de la nouvelle société "socialiste", elle n'a vu le jour qu'une décennie plus tard, en 1971. Durant ce laps de temps (1962-1971), l'université était restée sous l'emprise de l'héritage colonial auquel quelques retouches avaient été apportées par ci, par là; d'autant plus que l'université d'Alger avait connu nombre d'événements graves lors du cessez-le-feu dont la disparition des anciennes publications, l'incendie de la bibliothèque, et la destruction des laboratoires⁷ qui l'ont considérablement amoindrie.

Rompre totalement avec l'héritage colonial apparaissait, dans le contexte des premières années d'indépendance, malgré la phraséologie socialisante de plus en plus irréalisable, si l'on se réfère à la dépendance économique et culturelle de l'Algérie à l'égard de l'ancienne métropole; d'autant plus que la course au pouvoir, les conflits idéologiques et les intrigues⁸ n'ont pas manqué de faire ressentir leurs effets sur les initiatives prises.

C'est pourquoi, la réforme de la sociologie, insérée dans le cadre global de la réforme de l'enseignement supérieur,⁹ ne fut réalisée que lorsque le deuxième gouvernement (dirigé par H. Boumedienne) a consolidé ses assises par un régime étatique centralisateur, et une tutelle exercée sur les différentes organisations et associations (syndicat, union des écrivains, des étudiants, des femmes, etc.), qui, habituellement cristallisaient le débat sur les décisions et les pratiques de l'Etat, non pas du fait de la liberté d'expression, mais parce que les luttes entre les groupes pour le pouvoir n'étaient pas encore achevées. De même, ce nouveau gouvernement avait décrété son choix de société: un socialisme algérien irréversible, sa critique étant considérée comme anti-nationaliste, seules sont autorisées les discussions portant sur les modalités préconisées ou les méthodes et

les moyens d'application. Ce qui permet à l'Etat-Parti de définir impérativement l'intérêt général en se référant à une légitimité révolutionnaire et constitutionnelle par la suite. En d'autres termes, la réforme de l'enseignement supérieur s'inscrit dans la volonté idéologique de cette hégémonie visant à abolir toute séparation entre la société civile et l'Etat-parti selon le slogan "-par le peuple et pour le peuple" afin de politiser toute la vie sociale pour mieux imposer une obéissance totale envers l'autorité suprême et sa vérité idéologique.

La sociologie imposée par le pouvoir doit s'intégrer au modèle de développement trilogique "révolutionnaire": révolution agraire, révolution industrielle, et révolution culturelle¹⁰ présenté comme l'unique solution pour sortir le pays du sous-développement et bâtir "la société nouvelle et l'homme nouveau". Autrement dit, le sociologue est appelé, comme toutes les potentialités intellectuelles, à s'engager à défendre cette voie. C'est dans cette optique que son champ d'investigation est circonscrit et axé sur des domaines dits vitaux de la société (le travail, le système industriel, l'urbain, le rural, etc.). Les branches créées dans cette discipline relèvent toutes de ce choix. Les spécialités dispensées sont seulement la sociologie rurale, la sociologie urbaine, la sociologie industrielle. D'une part, cette désignation des thèmes montre qu'ils sont prioritaires et urgents, et que les autres objets possibles d'investigation sont classés dans une zone d'ombre. D'autre part, cette hiérarchisation résulte des rapports de force au sein des instances administratives et politiques existantes.

Ce repérage des thèmes, et l'étude des problèmes d'un point de vue synchronique: "ici et maintenant", témoignent de la clôture d'autres champs de connaissance dont celui de l'ethnologie (particularisme culturels, traditions, systèmes symboliques, tribalisme, etc.).

C'est ainsi que le pouvoir avait, d'un côté, banni l'ethnologie jugée 'fille de l'impérialisme', c'est-à-dire déclarée compromise dans la déstructuration de la société algérienne et, d'un autre côté, avait maintenu la sociologie. Sachant que le rapport entre la science et l'idéologie coloniale n'a pas épargné d'autres disciplines qui curieusement n'ont pas déchainé les passions: la littérature, la géographie, la linguistique, l'histoire et même la sociologie qui, pourtant a fait l'objet de vives critiques.¹¹

Les quelques intellectuels qui, à l'instar des dirigeants ont tenté de démontrer que l'ethnologie est une science coloniale, l'ont appréhendée selon une vision décontextualisée, c'est à dire, comme

le dit N. Bouderbala, sans se référer aux conditions de sa production dans la société coloniale. Un passage au crible de ces travaux, en considérant leurs résultats comme des hypothèses à soumettre à la vérification, comme le propose F. Colonna,¹² aurait dû précéder le choix de la répudiation.

Ainsi, des œuvres, bien que rares, produites dans les dernières années de la colonisation, sont "construites rigoureusement et non idéologisées" pour reprendre les termes de Ph. Lucas; elles témoignent donc "que tous les ethnologues ne sont pas des agents passifs de l'entreprise coloniale, car on trouve dans leurs travaux des critiques adressées à tel ou tel aspect particulier de la politique coloniale."¹³

En d'autres termes, le rejet de cette discipline au profit exclusivement des travaux axés sur des problèmes sociaux d'actualité, revient à occulter un champ de connaissance important, à nier une partie de l'histoire collective et la dimension historique des sujets retenus, ce qui conduira à mettre dangereusement en faillite l'intelligibilité même de la société algérienne.

L'exclusion de l'ethnologie par l'institution politique, sous couvert de décoloniser la connaissance héritée, ne constitue pas véritablement une décolonisation puisqu'on se contente de faire table rase sans procéder par la suite à la construction d'une connaissance du passé, d'autant plus que, comme l'affirme, P. Bourdieu, le passé de cette science pèse lourdement sur la science sociale aujourd'hui, et le fait de nier complètement ce passé qui est un enjeu de luttes, est une façon de mettre en avant sa propre pensée.¹⁴

Quant à la sociologie, c'est l'aspect critique qui a conduit les dirigeants du Tiers-monde, ayant opté pour une société socialiste, à considérer la sociologie comme une science engagée dans la lutte contre le "sous-développement".

A cette vision libératrice est associé son caractère pragmatique qui fait d'elle une science utilitaire. C'est pourquoi la sociologie est considérée par les dirigeants algériens comme un instrument privilégié de prévision des moyens à mettre en œuvre le développement planifié. De ce point de vue, l'enseignement supérieur est lié à la planification, ainsi la formation est appelée à être étroitement liée aux objectifs de développement et à la réalité sociale afin de déboucher sur l'étude rationnelle des phénomènes. C'est une des raisons qui a conduit à intégrer la sociologie à toutes les filières de l'enseignement supérieur, y compris les sciences exactes (mathématiques, biologie, médecine,

etc.) en tant que "passerelle" nécessaire en matière d'action sur la société. Contrairement aux allégations courantes, cette extension de la sociologie revient à la considérer comme une science subalterne au service des autres disciplines. Perçue seulement comme 'matière exploitable', elle est limitée à quelques généralités théoriques, d'une manière transitoire puisqu'elle est enseignée aux étudiants seulement pendant un semestre.

L'illusion de la "mission"

Le maintien de la sociologie ne signifie pas qu'on laisse les sociologues utiliser librement leurs connaissances. La dénonciation de l'influence coloniale permet au pouvoir de l'orienter à ses fins. En effet, si les décideurs font appel aux sociologues et aux autres praticiens des sciences sociales, c'est seulement pour qu'ils étudient la faisabilité de tel ou tel projet. La mission du chercheur est dès lors orientée, son travail consiste à conférer une légitimité scientifique aux projets étatiques tant sur le plan des moyens techniques que des modalités d'application. En d'autres termes, le sociologue est astreint à observer une démarche "empiriste" dans l'étude des problèmes concrets qui freinent la réalisation du pouvoir et à fournir des solutions efficaces. Autrement dit, les responsables de la réforme veulent réduire les sciences sociales à de simples recettes tout en les assimilant à des sciences empiriques. Or cette approche est faussée dès le départ, car juger les sciences sociales d'après les méthodes employées par les sciences de la nature mène généralement à une pseudo-scientificité" d'autant que la scientificité des sciences naturelles que l'on croyait résolue se pose à nouveau, Edgar Morin souligne qu' "une activité scientifique est dépourvue d'objectivité et d'innocence en tant qu'elle est une construction psycho-cérébrale et culturelle.¹⁵

Autrement dit, les problèmes traités perdent leurs connotations politiques pour se transformer en problèmes techniques d'adaptation au changement relatifs à la politique de développement .A cette fin, le pouvoir fait "miroiter" au sociologue le caractère historique que revêt sa mission dans la lutte contre le sous-développement et pour le redressement d'un pays indépendant, grâce à l'abandon des prétentions de la sociologie héritée. Le sociologue est donc appelé à substituer aux travaux théoriques une sociologie "pratique", se référant en cela à l'idée de l'engagement inscrite dans le courant de pensée des années

soixante, de la décolonisation politique et l'anti-impérialisme, et que le mouvement de volontariat des étudiants semblait incarner dans les universités algériennes.¹⁶

L'engagement prôné et circonscrit aux orientations idéologiques proposées s'impose davantage au sociologue parce qu'il est lié à la nature même de cette discipline au point que, selon les réformateurs, la sociologie ne se valide pas uniquement par sa scientificité, mais par son engagement.¹⁷ En d'autres termes, cette orientation n'est qu'une façon de se débarrasser des "vérités gênantes" dans la mesure où l'objet sociologique est un enjeu de lutte où le sociologue est dans une position socratique pour reprendre l'image de J. W. Lapierre dans la mesure où s'il exhume les "choses latentes" il faut qu'il s'attende lui aussi à ce qu'on le force à se suicider à moins qu'il ne décide de ménager le pouvoir."¹⁸

L'acceptation par les sociologues, et plus généralement par les intellectuels de la mission fixée par la réforme de l'enseignement s'explique par:

L'emploi d'une phraséologie marxisante qui appelait à l'alliance entre les "forces révolutionnaires" (les intellectuels, les ouvriers et les paysans) témoigne de leur croyance en une "mission" qui se révèle être une illusion. Celle-ci apparaissait encore plus crédible grâce à l'image "progressiste" dont s'est doté le pouvoir sur la scène internationale par sa position et ses aides apportées aux mouvements de libération et par son programme de développement.

L'histoire de la formation de la fraction des intellectuels explique également les raisons de cet engagement. L'adhésion des intellectuels algériens au mouvement de libération de 1954 ne fut que le prolongement du mouvement intellectuel qui a contribué historiquement à la montée du nationalisme (depuis l'émir Khaled). Cet engagement dans les différents appareils du F.L.N durant la guerre de libération explique en partie, l'absence d'autocritique, de réflexion au profit de l'activisme et du militantisme.¹⁹

Par ailleurs, le glissement vers le sillage du pouvoir trouve aussi son fondement dans l'histoire de la culture arabe. Comme le montre clairement A. Labi²⁰ l'intellectuel, à l'instar de l'homme de religion, était subordonné au pouvoir politique. La relation entre l'homme du pouvoir et l'homme de culture dans l'histoire arabe même dans les "époques glorieuses" prenait la forme d'une dépendance salariale. Si, parfois, certaines critiques avaient pu voir le jour, elles provenaient

d'intellectuels "revanchards", à la suite de divergences sur le salaire attribué ou la place octroyée dans la sphère du pouvoir; d'ailleurs ces critiques portaient très rarement sur la nature du régime qui n'était jamais remis en question.

Cette soumission est également puisée dans un référent culturel commun à savoir: l'obéissance au père, au fakhih et au sultan personnifiant le patriarcat et le protecteur.

La "mission" à laquelle ont cru véritablement les dirigeants et la majorité des intellectuels a conduit à ne pas poser la question de la nature de l'engagement, ainsi que le rapport entre le travail scientifique et l'action politique. C'est à dire, qu'on leur a laissé croire que le rôle de l'intellectuel consistait seulement à fournir des solutions aux problèmes posés dans la société. Or, cette approche exclut l'idée que toute solution comporte un jugement normatif incompatible avec les principes de la scientificité; d'autre part, accepter de fournir les certitudes qu'attendent les décideurs est contradictoire avec le discours sociologique qui est de nature hypothétique. Par conséquent, l'intellectuel fait un travail idéologique au nom de la science, il légitime l'intervention de l'Etat-Parti, considérant qu'elle est conduite dans l'intérêt du peuple. Richard Pottier²¹ souligne que les dirigeants, d'une manière générale, quelle que soit l'étiquette politique ont une idée phantasmagorique de la population considérée comme un groupe homogène ayant une personnalité et une morale; en ce sens ils font abstraction de la réalité sociale, croyant à la transparence du social et estiment pouvoir transformer la société par des décrets.

Par ailleurs, le fait de s'engager au nom du peuple revient à ne pas lui donner les moyens d'exprimer ces besoins; et la manière de les satisfaire; ainsi les dirigeants et la société savante se font "l'avocat" du peuple et le traite comme un mineur sans personnalité juridique. Ce paternalisme selon P. Bourdieu n'est qu'une façon de désarmer le peuple face au pouvoir²² Cela revient à dire qu'en parlant au nom des autres, on parle aussi pour soi-même, même si bon nombre de dirigeants ou intellectuels sont issus des classes défavorisées, et tentent de se rapprocher, du moins sur le plan de l'imaginaire, du peuple dont ils se sont coupés par leur nouvelle position sociale.

Cette caution apportée au pouvoir prend des formes directes quand l'intellectuel tend à désertir le monde scientifique pour accéder à la gouvernabilité dans le sens donné à cette notion par M. Foucault (manière de conduire la conduite des autres), surtout dans cette

période, où au discours "révolutionnaire" se substitue un discours pragmatique afin de mieux gérer la société, d'autant plus que le discours révolutionnaire ne trouve pas d'écho chez la génération post-indépendante qui représente la majorité de la population et qui aspire un style de vie proche de celui de leur classe d'âge dans les pays avancés.

Cette opération ne signifie pas que tous les universitaires peuvent accéder à ces postes, car, outre les diplômes, ces fonctions requièrent non pas la compétence, mais l'appartenance idéologique. Du reste, vu la disproportion entre la forte demande et le nombre des postes limité, le pouvoir n'a que l'embarras du choix pour s'entourer des éléments les plus fidèles, la concurrence entre les prétendants étant ardue.

Le congédiement du sociologue

Le rôle de sous-traitance, confié théoriquement à la sociologie, est largement contourné dès le départ, du fait de la vision techniciste de la problématique de développement qui attribue le leadership aux sciences de la nature.

Dans ce contexte, le sociologue a beaucoup de mal à s'imposer sur le marché du travail au terme de sa formation (licence, magister ou doctorat), faute d'une jonction avec le monde du travail qui se méfie de cette science en raison d'une confusion largement entretenue. Celle-ci atteint son apogée lorsqu'on ne distingue pas la sociologie spontanée du sens commun, de la sociologie savante.²³ confusion qui renforce davantage la méfiance des dirigeants d'entreprises parce qu'ils craignent que la sociologie révèle leur incapacité à résoudre les diverses préoccupations des ouvriers (conditions de travail, rapports hiérarchiques, logement, transport, salaire du personnel etc.). Par conséquent, l'étude dite sociologique assimilée à une "inquisition" risque d'accentuer les divergences entre l'administration et les ouvriers et pourrait conduire à des revendications susceptibles de menacer leur pouvoir. Or les gestionnaires par leur position se considèrent les détenteurs de l'ordre social et estiment que, le discours sur le social n'est plus uniquement l'affaire du sociologue. Cette discipline "dérangeante" n'est pas encore représentée dans les entreprises mais son introduction signifierait une menace pour les acquis économiques et symboliques des gestionnaires.

Cette vision de la sociologie a contribué à la perte de sa crédibilité; ce qui remet en cause son "appellation scientifique et freine la recherche sociologique.

En d'autres termes, l'absence du questionnement sociologique dans ce milieu laisse croire que les conceptions existantes sont l'unique référence. Bien que les sociologues aient signifié, à plusieurs reprises, la nature des études sociologiques à entreprendre et leur désir de collaborer avec le monde du travail - dans l'optique de relier l'université à l'environnement - Les dirigeants d'entreprises sont restés prisonniers de leur "méfiance". Par ailleurs, le refus par le monde du travail de la sociologie est renforcé par le blocage linguistique. Le fonctionnement des entreprises étant assuré en langue française, il devient un argument supplémentaire pour repousser la sociologie qui, elle, est arabisée. L'arabisation des sciences humaines est une question primordiale pour les dirigeants du pays; car elle est censée décoloniser tout un champ du savoir largement imprégné d'une vision européocentriste en les immergeant dans l'authenticité.²⁴

L'arabisation des sciences sociales, tout en sachant que l'arabe n'est pas encore parvenu, pour des raisons diverses, au stade de créer des notions-clés aptes à appréhender la situation de cette région du monde, apparaît comme un non-sens. Cette réforme linguistique, par l'abandon des autres langues (français, anglais, etc.), qu'on aurait pu maintenir comme support d'enrichissement jusqu'au moment où l'arabe forgera ses propres outils d'analyse, vide les sciences sociales de leur contenu scientifique et les transforme en un outil idéologique d'autant qu'on condamne l'arabe à demeurer la langue de la "rhétorique". Cette opération destinée à retrouver la personnalité algérienne effritée par le colonialisme est jugée facile par les réformateurs, indiquant par là qu'ils comparent la scientificité des sciences sociales à celle des sciences exactes, C'est pourquoi, d'ailleurs, ils veulent standardiser et codifier l'objet sociologique afin d'occulter ses enjeux. La langue française continue à dominer tous les secteurs vitaux (technique, bio-médicale, gestion, etc.) et demeure la langue de la réussite sociale, renforçant ainsi la sélection sociale. Autrement dit, la langue arabe dans ce contexte est reléguée aux postes et aux métiers subalternes réservés généralement aux catégories sociales déclassées, contrairement au désir du Pouvoir qui a "tenté par l'arabisation de s'approprier les stratégies de reproduction des élites et détendre ainsi son contrôle sur l'ensemble du pays."²⁵ Les rares sociologues recrutés

dans les entreprises maigres leur connaissance suffisante du français sont dirigés vers des postes administratifs (service social, service de gestion, service de contrôle) d'autant plus que la division du travail se base rarement sur la correspondance entre le profil acquis et le poste de travail. On assiste du reste à un gonflement pléthorique des postes de gestion. Même les diplômés des sciences techniques ou les ingénieurs destinés par leur formation normalement à des postes de réalisation sont détournés vers postes administratifs.

Ces postes ouvrent les voies aux privilèges surtout dans un pays comme l'Algérie; où d'une part, la démocratie est absente, et d'autre part, où les conditions de vie sont difficiles et sont au centre des préoccupations quotidiennes de toutes les couches sociales, mais à des degrés divers: l'emploi, le logement, le transport, l'alimentation etc., l'acquisition des biens électroménager etc.), dont les signes extérieurs sont porteurs de progrès et de modernité. Cela s'explique par le fait que le capital diplômes ne suffit pas à surmonter les difficultés d'ordre matériel, vu d'une part la marginalisation de l'intellectuel, et d'autre part l'inflation des demandes; surtout que la société a connu une mutation sociale importante avec le passage d'une société agraire à une société industrielle, d'où un changement des modes de vie, de la personnalité algérienne, voire de la morale.

Si auparavant, les sociologues, exclus du marché du travail trouvaient refuge dans l'enseignement universitaire, d'autre part, les possibilités de reconversions sont bloquées pour les sociologues (enseignement secondaire, journalisme, administration, etc.). Depuis quelques années, avec la stagnation économique surtout dans le secteur industriel et les services, le problème des débouchés se pose même aux diplômés des filières techniques d'où le recours au travail temporaire (emploi des jeunes en espérant absorber leur mécontentement).

La place du sociologue dans la recherche et le champ culturel

Le sociologue est détourné des enjeux de lutte de l'objet social, il se trouvait dans les années soixante dix et quatre vingt être un "ramasseur des faits et fournisseur de recettes"; d'autant qu'il ne présidait ni aux choix, ni aux destinées des travaux entrepris. Ce qui ne manque pas d'illustrer le caractère de "planque" pour reprendre le terme de N. Maarouf que revêt ce type d'activité pour certains praticiens. En d'autres termes, le rôle du sociologue en matière de

recherches, se réduisait à la sous-traitance, dans la mesure où sa mission consistait à fournir des éléments sociologiques aux projets à caractère technique (agronomie, urbanisme, aménagement du territoire etc.) proposés par les bureaux ou les centres de recherches ministérielles qui sont, du reste encore rudimentaires. Cette pratique réductrice de la recherche sociologique s'observe également dans les projets d'études des quelques centres à vocation sociale, où domine la problématique économiste.²⁶

Le regroupement de la recherche en sciences sociales n'a pas pour objectif la défense de la pluridisciplinarité qui loin de signifier l'abolition des disciplines existantes, mais elle permet plutôt un perfectionnement et une spécialisation des sciences afin d'aboutir à une interaction entre elles. En fait, le souci des réformateurs de l'enseignement derrière ce regroupement, est simplement le refus de mettre en lumière les différents aspects de la vie sociale et les enjeux qui existent en restant prisonnier d'un type de connaissance générale et instrumentaliste.

Cette marginalisation du sociologue en matière de recherche est liée d'une part au statut de sa discipline, du fait qu'elle est largement imprégnée de la problématique techniciste ambiante hypothèque son essor; d'autre part, à son statut de chercheur qui se perd dans un flou juridico-institutionnel, apanage du reste de l'ensemble de la communauté scientifique. En matière de recherche scientifique et dans l'enseignement en général, la réforme s'est fixée pour objectif la rupture avec l'héritage colonial et le développement d'une recherche nationale répondant aux besoins du pays. En effet, les réformateurs de l'enseignement ont misé en premier lieu sur la formation des enseignants afin d'algérieniser le corps enseignant comme première étape vers l'indépendance de l'enseignement, par la suite, la recherche; ce qui a conduit à l'absence d'une politique de recherche. Et donc à l'insuffisance des moyens matériels et financiers, des structures de documentation et des réseaux d'information.

Cette situation a conduit à ce que la sociologie soit dépourvue de structures et de réseaux autonomes, qui rendent difficile sa représentativité et son "label" de science à part entière que seul l'enseignement de cette science semble encore conserver.

A partir de là, nous pouvons dire que la recherche sociologique proprement dite se réduit à la recherche-formation, c'est-à-dire à la préparation des thèses. A défaut d'une politique de recherche, ces

travaux sont parcellaires, et leur choix dépend moins de critères scientifiques. Ils souffrent de lacunes théoriques et méthodologiques qui ne permettent pas, ni de comprendre la réalité sociale, ni de déceler les enjeux.

Par ailleurs, nous assistons depuis les années quatre vingt dix à une prolifération de cette discipline dans tous les établissements universitaires algériens sans accompagnement qualitatif.

En effet, la formation donnée aux étudiants relève plus d'inculcation à travers un enseignement sclérosé, ou l'enseignement ne suit pas l'évolution scientifique de cette discipline et tourne principalement autour des idées et des notions du début du vingtième siècle. Un contenu insuffisamment maîtrisées, étant donné le recours aux manuels en provenance du Moyen-Orient, qui reposent essentiellement sur des traductions de la sociologie classique, réalisés le plus souvent par des non-spécialistes et à des fins mercantiles, les lacunes en témoignent tant au niveau de la forme que du contenu. Enfin, le peu d'ouvrages disponibles en langue étrangère (Français) n'est à la portée ni de tous les enseignants, puisque bon nombre sont formés en d'autres langues (Arabe, Anglais, Slave) ni des étudiants pour qui, l'apprentissage des langues étrangères, dans le contexte d'arabisation apparaît comme une charge inutile. Ainsi, cette formation de base n'offre ni un savoir-faire sociologique ni même une initiation technique du social d'autant plus que les cours pratiques sont loin de se référer à la société algérienne et se résument à la lecture d'exposés copiés intégralement soit des ouvrages ou d'internet. Quant aux cours méthodologiques, épine dorsale de la réforme, faute de méthodologues et de moyens matériels, ils se réduisent à des généralités abstraites. Il faut ajouter que l'univers culturel et scientifique ambiant est loin de contribuer à l'épanouissement intellectuel.

A cela s'ajoute pour les étudiants l'attrait pour l'obtention des diplômes plus que pour la formation à proprement parler, attitude engendrée par les pratiques habituelles de recrutement basées non pas sur la compétence mais sur le clientélisme.

Le sociologue et d'une manière générale l'intellectuel ne possède pas un savoir-faire scientifique qui lui permettrait d'appréhender les enjeux de luttes et leur fonctionnement; ce qui le conduit vu la qualité des connaissances qu'il produit et / ou diffuse, à des confusions, à des amalgames et parfois même à des stéréotypes.

En conséquence, les quelques travaux sociologiques disponibles sur le marché sont en majorité dans l'incapacité d'exhumer les "choses cachées" et d'aller vers le "non-dit". Là, nous devrions nous questionner: est-ce que l'obtention d'une thèse suffit à combler ces lacunes? Et pouvons-nous attribuer le titre de sociologue alors qu'aucune recherche n'a été entreprise, hormis la thèse, par la majorité des sociologues?²⁷

Cette situation témoigne que l'intellectuel endosse une responsabilité dans le verrouillage des espaces d'expression mis en place par l'Etat, son innocence étant remise en cause, il est temps de se questionner sur sa position et son rôle dans les enjeux.²⁸ Par conséquent, dans ce contexte, toute initiative de revivification du champ culturel et scientifique par la création de laboratoires, des revues dans les universités caractérisées par le renfermement sur les tâches pédagogiques, ou la création artistique, théâtrale, et cinématographique, se heurte à des blocages d'où un dysfonctionnement et une irrégularité dans les diverses actions entreprises. Car une éventuelle réussite risquerait de mettre en cause les intérêts des groupes dominants et même ceux des intellectuels qui occupent des fonctions dans les domaines culturel et scientifique tout en cherchant à accroître leurs gains matériels par la "chasse" aux "heures supplémentaires" ou aux emplois annexes, souvent loin du champ scientifique.

Lorsqu'on évoque le nombre croissant de publications durant ces dernières années que certains intellectuels considèrent même comme un amorçage culturel,²⁹ on ne doit pas oublier qu'elles se réduisent souvent à des manuels scolaires -simples et simplistes" ou à des thèses qui relèvent généralement des sujets redondants et un protocole méthodologique unique valable pour tous les thèmes. Certes, quelques travaux de qualité existent surtout en économie et qui comportent même des interrogations importantes et des problématiques cohérentes sur le système les thèmes étudiés, sans que les auteurs cristallisent par la suite une intelligentsia qui a un impact sur la société.

Le renfermement des universitaires sur des tâches pédagogiques routinières, témoigne du désir de veiller seulement à leur carrière. L'absence d'une vie intellectuelle de qualité à laquelle ils ont suffisamment contribué a marginalisé le secteur culturel souffrant déjà

de manque des moyens matériels et financiers auquel s'ajoute une bureaucratisation pesante.

Les quelques manifestations culturelles qu'organise l'Etat à l'occasion, dans certaines régions sous l'étiquette la "dynamisation culturelle" (exemple: semaine de cinéma, de la peinture, du théâtre, etc.) n'ont pour but que de détourner le mécontentement des jeunes qui gagnent chaque jour du terrain. Il faut préciser que ces manifestations culturelles n'ont pas de suite car ne s'inscrivent pas dans une politique culturelle bien déterminée. Kateb Yacine qualifie ces opérations "charlatanisme culturel."

C'est ainsi que la frange d'intellectuels qui a appréhendé le mécanisme des enjeux et qui n'adhère pas à la démarche des intellectuels organiques, et manifeste son désaccord par un mépris affiché envers la culture officielle loin de répondre aux aspirations de démocratie en ce qui concerne le contenu des informations, le programme de T.V., de radios etc., est atteinte par la censure ou l'autocensure et la marginalisation, certains sont mêmes astreints à l'exil. Situation similaire, à bien des égards à celle de certains intellectuels des premières années d'indépendance qui avaient pris leurs distance par rapport au pouvoir étatique malgré sa phraséologie socialisante, et qui ont œuvré avec leurs homologues français coopérants de gauche pour la création d'une société démocratique, où le citoyen serait considéré pleinement comme un agent social de transformation historique. Or, l'aspiration à faire de cette société un modèle pour les autres pays du Tiers-monde vu la lourde tribu humaine sacrifiée, n'a pu se concrétiser et très vite, ils ont été rapidement écartés sous différents prétextes.³⁰

Conclusion

En guise de conclusion, il est à noter que la connaissance rigoureuse sur la société algérienne dans ses différents aspects politiques, sociaux, économiques et culturels se réalise, en partie, au-delà de la méditerranée par des plumes étrangères". Le miroir européen (en particulier français, vu les liens historiques) en renvoyant cette connaissance, révèle finalement que la compréhension de la réalité algérienne ne réussit à s'appréhender qu'à travers "les lunettes étrangères" sans vouloir nier l'importance et la nécessité des échanges culturels et scientifiques. Or, cette connaissance est souvent absente en Algérie, et de nombreux champs de sa réalité restent sous-

analysés au regard des mutations rapides qu'elle vit. Et ni les refontes des programmes, ni la carte universitaire destinées à apporter des solutions à un échec, devenu trop apparent, ne peuvent changer la situation. Ces mesures visent à occulter les enjeux de luttes laissant le champ libre à l'idéologie, à l'action politique et au discours apologétique des chiromanciens.

Note et références bibliographiques

1 -Cette régression apparaît nettement dans les grandes universités. Il faut signaler que le problème de la régression dépend également d'autres facteurs: le pourcentage de réussite au baccalauréat, la concurrence des autres disciplines (droit, sciences économiques, lettres modernes) et la crise d'emploi.

2- Cf. Benzaghoul et A. Mahiou ; "Remarques sur l'université algérienne et la recherche scientifique", *Politiques scientifiques et technologiques*, édition CNRS, Paris, 1982.

3- Voir J. W. Lapierre ; "A quoi bon les sociologues", in *Annales de l'université de Madagascar*, Paris, Cujas, 1964.

4- B. Benzaghoul et A. Mahiou, op. cit.

5- Voir à ce sujet Ph. Lucas et J.C. Vatin, *L'Algérie des anthropologues*, Paris, Maspero, 1975 Voir aussi à ce sujet:

J. Copans, *Anthropologie et impérialisme*, Maspero, Paris, 1975.

G. Condominas, *l'anthropologie en France, situation actuelle et avenir collectif*, CNRS, Paris, 1979.

R. Jaulin, *La paix blanche*, Seuil, Paris, 1970.

6- L'idée de reformer l'enseignement a été introduite dès l'indépendance par les autorités concernées mais elle est restée lettre morte jusqu'en 1971, malgré son caractère urgent. Le Président de la république H. Boumediene, déclarait le 13 octobre 1969 qu'il "faut engager immédiatement une véritable révolution car elle demeure une nécessité urgente". Il faut également signaler que l'enseignement était divisé en deux secteurs d'inégale importance et suivant deux conceptions différentes, à savoir un secteur relevant du ministère algérien de l'éducation nationale et le second géré par l'office universitaire et culturel français: sans oublier l'enseignement privé laïque et religieux. Voir à ce sujet les chroniques 'sociales et culturelles' in *Annuaire d'Afrique du Nord*, éd. Cresm, Cnrs, 1962 - 1972.

7- B. Benzaghoul et A. Mahiou, op. cit.

8-Nous engageons le lecteur à consulter entre autres :

M. Harbi, FLN *Mirage et réalité*, 2ème éd. jeune Afrique, Paris, 1985

A. Ait, *La guerre et l'après guerre*, Paris, éd. de Minuit, 1984

F. Abbas, *L'indépendance confisquée*, Paris, éd. Flammarion, 1984.

9-La réforme de l'enseignement supérieur a consisté à introduire des spécialités nouvelles répondant aux nécessités du projet de développement: Pétrochimie, métallurgie, agronomie, architecture, etc. et des nouvelles modalités de fonctionnement, les facultés sont remplacées par des instituts et le système annuel par le système semestriel. La réforme du programme de la sociologie a été élaborée par les congressistes, lors du colloque international de sociologie tenu à Alger le 24 mars 1974.

10- La révolution agraire a été décrétée le 8 novembre 1971, sous le slogan " La terre à celui qui la travaille ", elle repose sur la limitation de la propriété privée, et la mise en place d'un système coopératif. La révolution industrielle s'est faite à partir des nationalisations des entreprises étrangères et l'orientation vers l'industrie lourde ainsi que l'introduction en 1973 d'une nouvelle gestion (gestion socialiste des entreprises G.S.E.). La révolution culturelle est basée sur l'idée du retour à l'authenticité (islamité et arabité du pays) et la - démocratisation de l'enseignement.

11-Voir le discours inaugural du ministre algérien l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique "Mohamed Seddik Ben Yahia" au vingt-quatrième congrès mondial de la sociologie tenu à Alger le 24 mars 1974.

Aussi, Voir C. Liauzu, " les intellectuels français au miroir algérien in *Cahiers de la Méditerranée*, Cahier n°3, Paris 8 Jussieu, C.M.M.C. Université de Nice, 1984.

12-Voir F. Colona et Cl. Haim Brahimi, *Du bon usage de la science colonialiste*. Aussi. F. Colona "Production scientifique et position dans le champ intellectuel et politique; deux cas: A.Berque et J. Desparm et le mal de voir", Cahier Jussieu n°2, ed. 10/18, 1976.

13-Il faut signaler que Ph. Lucas a réétudié cette question selon d'autres dimensions voir : Ph. Lucas :

- "Le savoir à l'insu" : *l'ethnologie coloniale in plurielle* n° 11.Paris, 1977.

- "Structures dialogiques dans les ethnologies française de l'Algérie ? Hypothèses de travail. Connaissance du Maghreb, éd. CNRS, 1984.

14- P. Bourdieu "Le mal de voir". *Cahiers Jussieu* n° 1 et 2. 1977

15- E. Morin ; *Sociologie*, Paris, Fayard, 1984

16- Le mouvement du volontariat, bien que institutionnalise en 1973 avait néanmoins débuté en juillet 1972. Il a connu une renommée considérable auprès des étudiants et lycéens; plus de 7000 volontaires en 1977. Mais, le mouvement s'éteignit progressivement jusqu'à l'abandon de la révolution agraire.

17- *Revue Université*, n°8, op. cit

18- - Voir j. W. Lapierre; op.cit

19- A. Ait, Mémoires d'un combattant, L'Harmattan, Paris, 1986.

20 - A. Laabi, *Le pari culturel*, Centre culturel maghrébin, Maroc, 1985.

- 21** - R. Pottier, *Sociologie et pouvoirs*. Séminaire franco-polonais, université de Nice, France le 15 et 16 mai 1986.
- 22**- P. Bourdieu, *L'homme académique*, Paris, éd. Minuit, 1984
- 23**- P. Bourdieu, *La question de sociologie*, Paris, éditions de Minuit, 1978.
- 24**- D. Glasman et J. Krener, *Essai sur l'université et les cadres en Algérie*. éd. CRESM, CNRS, Paris 1978.
- 25**- Pour plus amples détails voir l'excellente étude de G. Grand- Guillaume *Arabisation et politique linguistique au Maghreb*, éd. G. P. Maisonneuve et la rose, Paris, 1983.
- 26**- Epx: le centre de recherche en économie appliquée (CREA) ou autrefois AARDES (association algérienne pour la recherche démographique, économique et sociale actuellement INEP sous tutelle ministérielle).
- 27**- Sociologie et société en Algérie, sous la direction d'Abdelkader Lakjaa, éd, Casbah, Alger, 2004.
- 28**- Le rôle de l'intellectuel a suscité depuis un siècle un débat fort intéressant. Nous renvoyons le lecteur aux travaux de : M. Weber, A. Gramsci, *l'école de francfort*, J. P. Sartre, R. Aron, E.W. Saïd, M. Foucault, P. Bourdieu...
- 29**- Consulter entre autres : A. Djegloul, " Notes sur les revues universitaires algériennes en sciences humaines et sociales" in *Annuaire de l'Afrique du Nord*:_1982 CNRS, Paris, 1984
- 30**-A l'indépendance, l'Algérie a reçue de nombreux intellectuels français qui ont soutenu sa guerre de libération qui incarnait à leurs vœux un modèle dans la lutte contre le colonialisme. Des travaux sur la société algérienne ont commencé à voir le jour, mais, comme ils n'étaient pas du goût des dirigeants, leurs auteurs furent vite mis à l'écart sous divers prétextes, dont la politique d'algérianisation, mis en œuvre, et la spécificité du pays que les étrangers sont juges dans l'incapacité de comprendre.